

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 VALENCIENNES

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SN DECAP 59 SAS

Impasse Robespierre
59125 Trith-Saint-Léger

Références : V2.2023.317
Code AIOT : 0007005101

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/10/2023 dans l'établissement SN DECAP 59 SAS implanté Impasse Robespierre 59125 Trith-Saint-Léger. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'effectue dans le cadre du récolement de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 17 février 2023 concernant des dépassements de capacité de bacs de traitement, ainsi que dans le cadre d'une plainte, signalant des dégagements importants de fumées noires, déposée par la Mairie de Trith-Saint-Léger, le 10 juillet 2023 en préfecture du Nord et transmise le 17 août 2023 à l'inspection.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SN DECAP 59 SAS
- Impasse Robespierre 59125 Trith-Saint-Léger
- Code AIOT : 0007005101

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société DECAP'59 est spécialisée dans le domaine du décapage de matériaux, bois et métaux.

Elle a été créée le 7 septembre 1987 à Marly. En octobre 1996, elle a déménagé à Trith-Saint-Léger. Les activités du site sont autorisées par les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 19 juin 2013, complété par les arrêtés préfectoraux des 29 mars 2016 et 20 juin 2017.

Le site est soumis à autorisation pour la rubrique 2566 et exerce également des activités de traitement de surfaces relevant des rubriques 2564, 2565 et 2575 sous le régime de la déclaration.

La visite a consisté à interroger l'exploitant sur les fumées noires constatées objets de la plainte et contrôler la situation administrative de l'établissement ainsi que les conditions d'exploitation, notamment les bains de traitement de surface.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- origine des fumées noires et rapport d'incident ;
- récolement de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 17 février 2023.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Respect de la mise en demeure / Volume des bains	AP de Mise en Demeure du 17/02/2023, article 1	Abrogation de la mise en demeure du 17/02/2023, Mise en demeure respect volumes des bains	1 mois
2	Classement des installations / Volume des bains	AP Complémentaire du 20/06/2017, article 2	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois (1 mois pour décision)
3	Rétentions et confinement	Arrêté Préfectoral du 19/06/2013, article 7.4.1	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Incidents ou	Arrêté Préfectoral du 19/06/2013,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	accidents	article Chapitre 2.5	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté que la capacité maximale des baignoires de traitement autorisée est dépassée pour la rubrique 2565 et respectée pour la rubrique 2564.

Au vu du respect du volume des baignoires pour cette rubrique, l'inspection propose d'abroger l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 17/02/2023 et propose, compte tenu des constats observés lors de la présente inspection, un nouvel arrêté préfectoral de mise en demeure pour le respect des volumes maximums des baignoires de traitement.

L'inspection a permis de connaître l'origine des fumées noires, objet de la plainte transmise en préfecture du Nord par la Mairie de Trith-Saint-Léger le 10 juillet 2023. L'inspection demande à l'exploitant de transmettre un rapport d'incident concernant ces fumées dans les meilleurs délais.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Respect de la mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 17/02/2023, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Volumes des baignoires de traitement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société SN Décap59 exploitant une installation de décapage chimique de bois et métal et de décapage thermique de métal sur le territoire de la commune de Trith-Saint-Léger est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 10 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 juin 2017 susvisé en diminuant les volumes de bain actifs dans ses installations relevant de la rubrique 2564 pour atteindre la limite maximale autorisée de 1480 L, dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté.</p> <p><u>APC du 20/06/2017 :</u></p> <p>Article 10 -</p> <p><i>Le premier paragraphe du chapitre 8.1 de l'arrêté préfectoral du 19 juin 2013 est remplacé par les dispositions suivantes :</i></p> <p><i>« chapitre 8.1 Traitement de surface</i></p> <p><i>Les installations de traitement de surface sont composées :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <i>• d'une ou plusieurs cuve(s) de décapage contenant des produits actifs utilisant des solvants classés en rubrique 2564 dans la limite de 1480 litres correspondant au volume total de la ou des cuves de traitement (contenant des produits actifs);</i> <i>• d'une ou plusieurs cuve(s) de décapage alcalin et/ou de mélange neutralisant contenant des produits actifs classés en rubrique 2565 dans la limite de 1480 litres correspondant au volume total de la ou des cuves de traitement (contenant des produits actifs); »</i> <p>Constats :</p> <p>Les volumes des baignoires de traitement en cours d'utilisation constatés lors de la visite et dont l'exploitant a déclaré la composition, sont les suivants :</p>

• Volumes et dimensions des baigns actifs constatés relatifs à la rubrique 2565 :

- bain n°1 : $3,5 \times 0,9 \times 0,18 = 0,57 \text{ m}^3$ soit 570 litres,
- bain n°2 : $0,63 \times 1,1 \times 0,35 = 0,24 \text{ m}^3$ soit 240 litres,
- bain n°3 : $2,5 \times 1,5 \times 0,25 = 0,94 \text{ m}^3$ soit 940 litres,
- bain n°4 : $7 \times 0,38 \times 0,1 = 0,27 \text{ m}^3$ soit 270 litres.

Soit un volume total de baigns actifs en cours d'utilisation de 2120 litres pour une limite autorisée à 1480 litres.

A noter que le bain n°4 est installé en dehors des rétentions prévues pour récupérer les égouttures lors de la manipulation des pièces à nettoyer (cf. Point de contrôle n°3).

• Volumes et dimensions des baigns actifs constatés relatifs à la rubrique 2564 :

- bain n°5 : $1,13 \times 1,7 \times 0,3 = 0,58 \text{ m}^3$ soit 580 litres
- bain n°6 : $1,6 \times 1,35 \times 0,2 = 0,43 \text{ m}^3$ soit 430 litres.

Soit un volume total de baigns actifs en cours d'utilisation de 1010 litres inférieur à la limite autorisée.

Avis de l'inspection :

L'exploitant respecte l'article 1 de l'APMD du 17/02/2023 en utilisant des volumes de baigns inférieurs à la limite autorisée pour la rubrique 2564 et ne respecte pas les volumes de baigns pour la rubrique 2565.

L'inspection propose à Monsieur le préfet du Nord d'abroger l'APMD du 17/02/2023 et de prendre un nouvel arrêté préfectoral de mise en demeure demandant à l'exploitant de respecter les volumes maximums des baigns dans un délai d'un mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : APMD

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Classement des installations / Volumes des baigns de traitement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/06/2017, article 2

Thème(s) : Situation administrative, Classement ICPE / Volume des baigns de traitement

Prescription contrôlée :

Le tableau de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 19 juin 2013 est remplacé par le tableau ci-dessous :

LIBELLÉ EN CLAIR DE L'INSTALLATION	CARACTÉRISTIQUES DE L'INSTALLATION	RUBRIQUE DE CLASSEMENT	AS, A, D, C, NC (1)
Métaux (décapage ou nettoyage des) par traitement thermique	Un four de décapage thermique	2566	A

LIBELLÉ EN CLAIR DE L'INSTALLATION	CARACTÉRISTIQUES DE L'INSTALLATION	RUBRIQUE DE CLASSEMENT	AS, A, D, C, NC (1)
<p>Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces (métaux, matières plastiques, etc.) par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques (1)</p> <p>Le volume des cuves de traitement étant :</p> <p>2. supérieur à 200 litres, mais inférieur ou égal à 1500 litres</p> <p>(1) Solvant organique : tout composé organique volatil (composé organique ayant une pression de vapeur de 0,01kPa ou plus à une température de 293,15K ou ayant une volatilité correspondante dans des conditions d'utilisation particulières), utilisé seul ou en association avec d'autres agents, sans subir de modification chimique, pour dissoudre des matières premières, des produits ou des déchets, ou utilisé comme agent de nettoyage pour dissoudre des salissures, ou comme dissolvant, dispersant, correcteur de viscosité, correcteur de tension</p>	<p>Une cuve de 1480 litres (mélange de Dichlorométhane, acide formique 5 %</p>	2564-2	DC
<p>Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces (métaux, matières plastiques, semi-conducteurs, etc.) par voie électrolytique ou chimique à l'exclusion du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visés par la rubrique 2564</p> <p>2. procédés utilisant des liquides (sans mise en œuvre de cadmium, et à l'exclusion de la vibro-abrasion), le volume des cuves de traitement de mise en œuvre étant :</p>	<p>Un bain de décapage alcalin pouvant contenir 880 litres (eau, soude 10%, potasse 25 %),</p> <p>Une cuve de mélange neutralisant de 600 litres (eau, acide phosphorique 10 %, acide chlorhydrique 10 %),</p> <p>soit un volume total de 1480 litres.</p>	2565-2b	DC
<p>Abrasives (emploi de matières) telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc. sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage, à l'exclusion des activités visées par la rubrique 2565.</p> <p>La puissance installée des machines fixes concourant au fonctionnement de</p>	<p>Puissance des machines > 20 kW</p>	2575	D

Constats :

Les volumes des bains de traitement en cours d'utilisation constatés lors de la visite dépassent les volumes autorisés, notamment pour la rubrique 2565 :

- Volumes et dimensions des bains actifs constatés relatifs à la rubrique 2565 :
- bain n°1 : 3,5x0,9x0,18 = 0,57 m³ soit 570 litres,
- bain n°2 : 0,63x1,1x0,35 = 0,24 m³ soit 240 litres,
- bain n°3 : 2,5x1,5x0,25 = 0,94 m³ soit 940 litres,

- bain n°4 : 7x0,38x0,1 = 0,27 m³ soit 270 litres.

Soit un volume total de bains actifs en cours d'utilisation de 2120 litres pour une limite autorisée à 1480 litres.

Avis de l'inspection :

L'exploitant ne respecte pas l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 19/06/2013.

Ces dépassements de capacité étant récurrents, l'inspection propose un nouveau projet d'arrêté de mise en demeure pour demander à l'exploitant de régulariser la situation administrative de ses installations concernant les bains de traitement en déposant un dossier de porter-à-connaissance au préfet avec tous les éléments d'appréciation nécessaires, dans un délai de 3 mois, en application de l'article R.181-46 du code de l'environnement.

Pour rappel, l'article R.181-46 dispose : « [...] II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45. [...] ».

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois, (1 mois pour décision)

N° 3 : Rétentions et confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/06/2013, article 7.4.1

Thème(s) : Risques chroniques, Rétentions

Prescription contrôlée :

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes:- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés,Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires,Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts,- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.IT. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour

<p>l'environnement,n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté l'absence de rétention sous le bac n°4 de traitement de 7m de long sur 38 cm de large et rempli sur environ 10 cm d'un bain de décapage alcalin dans lequel des pièces sont en cours de décapage.</p>
<p>Avis de l'inspection :</p> <p>L'inspection considère que l'absence de rétention pour les bains de traitement est une non-conformité qu'il convient de corriger. C'est pourquoi l'inspection propose à Monsieur le préfet du Nord de mettre en demeure l'exploitant de respecter les dispositions de l'article 7.4.1 de l'arrêté préfectoral du 19/06/2013, en disposant l'intégralité des bains de traitement de surface dans des rétentions suffisamment dimensionnées dans un délai d'un mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 4 : Incidents ou accidents

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/06/2013, article Chapitre 2.5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'incident</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a été destinataire le 18/08/2023 par la préfecture du Nord d'une plainte concernant des émissions de fumées noires provenant du site. La mairie a fourni une vidéo des émissions de fumées qui proviennent de la cheminée du four de décapage thermique du site.</p> <p>L'inspection a interrogé les personnes présentes sur place qui ont déclaré ne pas s'être rendu compte de ce dysfonctionnement.</p> <p>Cependant le directeur, lors de son appel téléphonique a indiqué que le système de post-combustion avait connu des problèmes et qu'il avait été remplacé courant août 2023.</p>
<p>Avis de l'inspection :</p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant son obligation de tenir informer l'inspection des incidents qui ont eu lieu sur son installation.</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant d'établir un rapport d'incident en indiquant les conditions</p>

qui ont amené l'exploitant à poursuivre les opérations de décapage thermique malgré l'absence de système de post-combustion, une évaluation des impacts de ces dysfonctionnements et les actions correctives à mettre en place pour éviter la survenue de tout nouvel incident. L'inspection demande à être destinataire du rapport d'incident dans les meilleurs délais.

Type de suites proposées : Susceptible de suites